

## Derrière le Pacte, Ubu

Jean-Marie Harribey

*Politis*, n° 1220, 27 septembre 2012

En cette rentrée, les gouvernements préparent une sortie de route en guise de sortie de crise. Et Hollande est co-pilote avec Merkel. Il avait promis de renégocier le Pacte budgétaire. Il l'a entériné. Tout changement véritable est donc corseté car à l'orthodoxie monétaire s'ajoute celle du budget. C'est de mauvais augure pour toute reconversion de l'industrie vers une transition écologique : comment assurer les investissements publics nécessaires dans un contexte où le respect du Pacte obligera à diminuer les dépenses publiques ? Ce sera l'austérité au carré : aujourd'hui et demain.

C'est absurde et on se demande ce qui, mis à part l'intérêt de classe, peut bien inspirer les chefs de l'économie et de la politique. Leur dogme est que les dépenses publiques parasitent l'économie marchande, car elles seraient payées par un prélèvement sur cette dernière, seule considérée comme productive. Libérons donc l'économie de cette charge ! Les libéraux les plus cons (le mot est à la mode) disent même que les citoyens travaillent pour l'État plus de la moitié de l'année. Étonnez-vous que se diffuse l'idée : « ah, oui, on dépense trop ! »

Il faut dire qu'en face, c'est la Bérézina. Ou bien le dogme est gobé par les sociaux-néolibéraux et, arrivés au pouvoir, ils l'appliquent. Ou bien la contestation est menée sans colonne vertébrale, avec l'idée, sœur jumelle du dogme précédent, que les services non marchands (école, hôpital) sont payés par prélèvement sur la plus-value que produisent les salariés du secteur capitaliste. Ce boniment est de « gauche ». Ce n'est pas le seul car certains bons esprits arguent que désormais c'est la finance qui crée la valeur économique et qu'il faudrait prélever sur le mirage de la Bourse plutôt que sur le travail rangé au musée de la production. Tout cela est un bric à brac qui laisse désarmé face au compresseur néolibéral.

J'ai souvent écrit ici que les travailleurs des services non marchands produisent la valeur économique de ceux-ci et que lesdits prélèvements obligatoires sont effectués sur un revenu global déjà augmenté de cette valeur : en France, cela représente un bon quart du PIB. C'est la seule ligne de défense forte d'un espace utile socialement et non soumis au profit. Les impôts et cotisations sociales sont le paiement collectif d'une production supplémentaire par rapport à celle des entreprises privées. Alors, pas content le capital d'avoir des gens éduqués et soignés ? C'est que les hommes et les ressources utilisés pour apprendre à lire et soigner ne sont plus disponibles pour le valoriser en fabriquant des marchandises !

On a beau ramer contre l'idéologie libérale, le courant est contraire, et parfois même... à trop vouloir prouver, certains mélangent tout : sur les 1996 Mds€ du PIB en 2011, il y a 542 Mds de services non marchands produits par les travailleurs des administrations, mais les prestations sociales qui s'élèvent à 576 Mds ne sont pas une production de ceux qui les reçoivent, ce sont des transferts sociaux : **je ne produis pas la retraite que je perçois. La preuve : je ne fais rien, que du vent. Ce n'est donc pas la peine d'exagérer la production non marchande plus qu'elle n'est pour l'instant.**<sup>1</sup> On a assez de peine à remettre les choses d'aplomb, d'autant que, sous le Pacte budgétaire, il y a l'austérité pour les pauvres, et, derrière, l'absurdité d'Ubu avec une forte dose de cupidité pour préserver les privilèges des évadés fiscaux, entre autres.

---

<sup>1</sup> En bleu, passage supprimé par *Politis*, par manque de place évidemment. Les preuves, c'est ce qu'on fait toujours sauter en premier. Comment voulez-vous qu'on y arrive ???!